

## Débat national sur l'École,

06 décembre 2003, 10h-12h.

Lycée Clément Ader, TOURNAN

### *Compte-rendu (\*)*

Présents : 3 parents d'élèves, 3 personnels de l'administration, 3 CPE, 27 professeurs et un habitant de Tournan.

Animation du débat : Jean ROUCOU, Inspecteur de l'EN en retraite, assisté de Francis Beltran, Proviseur et Jean-Claude Dazy, proviseur-adjoint.

-----

Le Proviseur du Lycée invite les participants à s'installer et les remercie de leur présence. En tant qu'animateur j'ouvre la séance et après quelques mots de présentation rapide. Le débat commence par une intervention d'une délégation représentant des enseignants de l'établissement dénonçant la validité de ce débat .

Ci-après texte lu :

*« Les conditions dans lesquelles se déroule le grand débat sur l'école voulu par le gouvernement ne permettent pas une réelle consultation sur l'école. Nous dénonçons l'aspect anti-démocratique de l'organisation de ce débat : questions, animateur et temps du débat sont imposés. Dans la commission Thélot qui doit établir la synthèse du débat, la participation des enseignants est marginale : 3 membres sur 48 seulement. Nous dénonçons cette consultation à laquelle les réponses sont déjà données : le rapport Eléments pour un diagnostic sur l'école et le projet de loi de finances pour 2004 font apparaître que des décisions inquiétantes, pour l'avenir de l'école et la réussite des élèves, sont déjà prises :*

*→ une autonomie accrue des établissements , qui portera notamment sur les programmes scolaires et les diplômes : disparité de la formation sur le territoire qui amènera à des difficultés de poursuite d'études et d'insertion professionnelle. Les diplômés risquent d'être dévalorisés.*

*→ une remise en question des classes à effectifs réduits, qui entraînera de moins bonnes conditions de travail pour les élèves.*

*→ les moyens alloués à l'Education Nationale sont remis en question de façon très insistante. Les conditions globales d'enseignement des élèves vont se dégrader radicalement.*

*Certes notre système éducatif doit évoluer et il reste perfectible, mais cela doit se faire sans démagogie. Ce grand débat n'est pas crédible, nous sommes partagés quant à l'attitude à adopter : y participer ou non ? Ce débat suscite chez nous tous scepticisme, suspicion, voire indignation. »*

3 professeurs quittent le débat suite à cette intervention, les autres restant pour participer malgré leur accord apparent avec les protestations émises.

S'ensuit une présentation de la séance d'une vingtaine de minutes par M. Jean Roucou :

- Organisation du débat : 30 minutes par question avec une synthèse intermédiaire et une synthèse finale par le modérateur soumise aux participants

- Présentation des deux questions à l'ordre du jour et commentaires en vue lancer le débat :

### **Comment améliorer la reconnaissance et l'organisation de la voie professionnelle ? :**

J'ai fait remarquer que le système éducatif français est le plus ambitieux par rapport à la formation professionnelle et que le lycée professionnel comme l'EN toute entière sont les victimes de représentations fausses (par rapport à la réussite, au travail des élèves...) qui cachent une réalité autre : celle d'un système performant, au niveau des bacs professionnels par exemple.

### **Quelles relations établir entre les membres de la communauté éducative ?**

Je mets l'accent essentiellement sur les rapports au sein du lycée entre une structure publique réunissant des personnes à statut différents sur la base d'une construction « autorité descendante héritée » (reformulation) et la nécessaire démocratisation de l'école, les élèves étant maintenant des jeunes adultes en insertion sociale à l'intérieur et à l'extérieur de l'établissement.

### Débat sur le lycée professionnel :

Un habitant de Tournan, technicien RATP, se dit inquiet du devenir des métiers manuels dans un pays qui semble, pour lui, les refuser. Il met en avant l'exemple québécois qui a centré son système scolaire sur un enseignement généraliste et se trouve aujourd'hui face à une pénurie de main d'œuvre qualifiée.

Pierre Dorques, enseignant, explique que l'EN subit une pression sociale, les parents poussant leurs enfants vers des études supérieures plutôt que vers l'enseignement professionnel, en raison de l'image que les médias véhiculent de cet enseignement. Il y a de plus une raison budgétaire : on n'incite pas les élèves à aller vers l'enseignement professionnel car celui-ci coûte plus cher que le général.

L'habitant de Tournan reprend en parlant d'un certain échec de filières élitistes comme les grandes écoles, l'ENA, ou même l'école Boule dont 3 élèves sur 30 ont du travail en sortie d'étude.

Martine Moysan, enseignante, invite à reprendre le problème dans son ensemble. Le lycée professionnel par de nombreuses mesures comme le lycée des métiers, la décentralisation programmée ou le fait que l'on projette de remplacer les professeurs par des professionnels, est en train de sortir de l'EN et d'être non pas en partenariat avec l'entreprise mais dans une dépendance vis à vis de celle-ci. Elle rappelle les 5 semaines de grève de mai-juin 2003 qui visaient à défendre l'EN et l'école, défense que le gouvernement n'a ni écoutée, ni entendue et qui montre encore le caractère faussé du débat actuel.

Démétrio Gonzalez, ATOSS intendance, craint que ce débat soit tronqué et qu'il ne serve qu'à appliquer des réformes déjà préétablies. Il pense qu'il faut reconsidérer l'enseignement professionnel à partir de sa situation originelle et non à partir d'aujourd'hui où il y a déjà pénurie de main d'œuvre.

Je suis alors intervenu pour préciser que le rapport au diplôme est en train d'évoluer en raison des validations d'acquis professionnels et que d'autre part je ne pensais pas que ce débat était « tronqué » en raison du pluralisme de la commission Thélot.

J'ai formulé , d'une part, que je trouvais positive l'orientation actuelle allant vers un plus grand pouvoir de régulation des régions sur les lycées et que, d'autre part, le droit des élèves à une offre de toutes les formations sur tous les territoires était inapplicable.

J'ai avancé l'idée qu'il conviendrait de changer la donne, d'inverser le rapport, entre entreprise et école, l'école se devant de faire venir les entreprises en son sein et de ne pas attendre leurs sollicitations.

Patrick Schwob, enseignant, insiste sur le fait que l'orientation est aussi de la responsabilité des parents et que leur participation à celle-ci est trop restreinte (8 parents pour 60 élèves lors de sa dernière réunion parents/professeurs). Enfin il regrette le manque de motivation et d'aspirations des élèves par rapport à leur scolarité et leur avenir.

Fabrice Debu, parent d'élève, pense que les problèmes du lycée professionnel sont dus au collège. Il constate que les élèves ont souvent un niveau général qui décline entre la 6<sup>e</sup> et la 3<sup>e</sup>. Il déplore que les classes de 3<sup>e</sup> professionnelle soient si peu nombreuses.

Sophie Jeanselle, professeur-documentaliste, insiste sur le fait que l'enseignement professionnel n'est pas que la formation d'un salarié mais aussi celle d'un citoyen, d'un adulte et que c'est ce rôle fondamental qui est en péril avec la sortie programmée de l'enseignement professionnel de l'EN.

Pierre Dorques, enseignant, explique que ces craintes sont fondées puisque cette sortie est programmée dans les deux textes programmatiques précédents le débat : *Eléments pour un diagnostic sur l'école*, et le *rapport pour le projet de loi de finances 2004*.

L'habitant de Tournan abonde dans le sens de Sophie Jeanselle sur l'aspect citoyen de la formation en lycée professionnel.

Reprise de parole pour insister sur la nécessité d'une bonne culture générale même dans les métiers manuels et d'une formation générale la plus longue possible en raison des compétences toujours plus fortes exigées dans les métiers techniques.

Marie-France Langlois, enseignante, s'inquiète de la dévalorisation des enseignements généraux en lycée professionnel et des déficiences très importantes des élèves dans ces enseignements. Elle pense que le collège ne pense pas à réaffirmer l'importance de ces enseignements auprès des élèves qui s'orientent vers le lycée professionnel.

Pierre Dorques, enseignant, s'inquiète de la validation des acquis professionnel qui peut avoir pour effet pervers de concurrencer le lycée professionnel en ne donnant pas une formation générale et citoyenne.

Marie-Christine Bertret, enseignante, s'alarme du niveau de français de ses élèves de secrétariat ce qui est un problème pour leur recrutement ultérieur.

Sylvain Faivre, enseignant, explique ces lacunes dans les enseignements fondamentaux -mathématiques et français, par exemple- par la pression existant au sein des collèges pour faire passer chaque année en classe supérieure la quasi totalité d'une cohorte d'élèves. Des impératifs budgétaires empêchent ainsi des redoublements bénéfiques à des étapes fondamentales d'acquisition de ces savoir-faire fondamentaux.

L'habitant de Tournan réaffirme qu'un bon niveau en enseignement général est nécessaire et que l'école ne doit pas servir à ne former qu'à un métier. Il s'inquiète aussi de la stigmatisation et du rejet des jeunes par les politiques et la politique actuelle.

En tant que modérateur j'ai été conduit à expliquer qu'il ne fallait pas que les différents niveaux de l'enseignement se rejettent la faute l'un l'autre et évoqué derrière cela un problème de segmentation de l'action publique.

Sophie Jeanselle explique que les différents échelons de l'école ne se renvoient pas la faute mais qu'au contraire une vision générale permet de voir qu'ils sont tous confrontés aux mêmes problèmes. Elle prend l'exemple des effectifs trop importants qui gênent chacun des niveaux, lycée, collège, primaire, jusqu'aux classes de maternelles qui comptent souvent aujourd'hui 28 élèves.

Sylvain Faivre précise que les deux rapports qui précèdent le débat sur l'école affirment l'inefficacité de cette logique de réduction des effectifs et préconise d'y mettre fin, ce qui montre encore une fois le caractère tronqué du débat et le fait que ces rapports ne répondent qu'à des choix budgétaires et non à un véritable souci pédagogique.

Le modérateur conclut ce premier débat en affirmant que les moyens ne font pas tout.

#### Deuxième débat.

Pierre Dorques affirme que le modèle d'autorité descendante présent dans la classe est à conserver car même s'il est différent de celui théoriquement en place dans la société, il reprend celui de l'entreprise et prépare donc les élèves à la vie professionnelle.

Le modérateur entend recentrer le débat sur le rapport parents / professeurs.

L'habitant de Tournan, irrité par les trop nombreuses interventions du modérateur dans le débat en tant que partie, critique le terme « bahut » que le modérateur emploie comme unique synonyme du mot lycée. Ce terme est pour lui dépréciatif, péjoratif et traduit une vision de l'enseignement négative.

Le modérateur sollicite alors les participants pour qu'ils s'interrogent sur les moyens d'améliorer les rapports parents / professeurs.

Une parente d'élève regrette la demande faite aux jeunes de se spécialiser à un âge qu'elle trouve trop précoce car ils ne sont pas alors assez mûrs et cette spécialisation est très dommageable dans un monde de l'emploi qui demande une grande adaptabilité que peut seule permettre une formation complète et générale. Elle déplore aussi les effectifs trop importants ou les sections trop restreintes qui imposent ensuite des choix d'orientation par défaut.

Fabrice Debu, en tant que représentant FCPE, se plaint de la difficulté à mobiliser les parents d'élèves et analyse celle-ci en raison de l'évolution de la société actuelle vers trop d'individualisme, alors que l'école est fondamentalement socialisante. Les interventions des parents auprès des enseignants ne surviennent qu'en cas de problème, ce qui est trop tard et parfois impossible devant les difficultés des enseignants à joindre nombre de parents et ce surtout en lycée professionnel. Ce problème est encore aggravé par la part importante des élèves majeurs.

Marie-Christine Bertret, enseignante, explique la moindre implication des parents d'élèves du lycée professionnel dans leur scolarité par le fait que pour les parents leurs enfants sont déjà en échec puisqu'en lycée professionnel et qu'il n'y a donc plus nécessité d'intervenir.

Marie-France Langlois, enseignante, explique qu'il n'y a, à la rigueur, que les problèmes d'orientation qui motivent les parents à intervenir, mais pour ceux-ci, leurs enfants sont en lycée professionnel et donc déjà orientés. De plus, même pour l'orientation, elle se plaint de devoir assister continuellement les parents pour les démarches même les plus simples.

Michel Savatofski, enseignante, pense que cette difficulté des parents à intervenir auprès des professeurs est due aux difficultés éprouvées par les parents alors qu'ils étaient eux-mêmes élèves.

Sophie Jeanselle explique que les moyens de participation des parents au système éducatif sont bien existants et que les enseignants ne sont pas en cause dans cette non-participation.

Une parente d'élève se plaint de ne pas recevoir assez d'informations sur l'avenir de ses enfants.

Philippe Abadie, enseignant, se plaint que l'on demande à l'école seule de remédier au déterminisme social. Ce problème est plus large que simplement scolaire et ne peut trouver de solution que par une action politique large, globale, qui ne semble pas du tout à l'ordre du jour, ce qu'il déplore.

Alain Ricci, enseignant, réaffirme que le principal problème est que souvent les enseignants ne trouvent pas de soutien de la part des parents, ce qui empêche les interventions véritablement efficaces.

L'habitant de Tournan déplore cette non implication des parents et l'illustre par les difficultés éprouvées par la RATP pour mobiliser les populations lors de leurs journées portes ouvertes qui servent aussi à l'orientation des élèves.

Démétrio Gonzalez replace les problèmes de l'école dans l'évolution de notre société vers l'individualisme alors que l'école est socialisante et repose sur le principe d'une société solidaire.

Marie-France Langlois, enseignante, pense que de nombreux parents se retirent de l'éducation de leurs enfants lorsque ceux-ci sont majeurs, adultes.

Pierre Dorques explique que les parents ont une vie familiale et professionnelle très chargée mais que cela ne peut les excuser de ne pas prendre part à l'encadrement éducatif, de ne pas soutenir les enseignants.

#### Synthèse du débat :

J'ai tenté de rassembler les échanges autour de 4 points qui me semblaient être les « avancées » de notre débat en :

- relevant le manque d'information, ressenti par les familles notamment par rapport à l'orientation.
- pensant qu'il était nécessaire de développer davantage les liaisons collèges-lycée.
- réaffirmant le rôle fondamental de l'école pour donner une bonne culture générale aux élèves.
- revenant sur la place des parents et des élèves - jeunes adultes- au sein de l'établissement

Des participants sont revenus sur 2 points de la synthèse qu'ils trouvaient déformée en regard de leurs propos précédents :

- Pour eux, il ne s'agit au point 3 de culture générale, terme montrant une « certaine gratuité et une certaine vanité », mais au contraire des « acquis fondamentaux en enseignements généraux et au-delà d'éléments de savoir et de réflexion indispensables à l'épanouissement futur des élèves en tant qu'homme et citoyen ».

- Par ailleurs, un élément central manquait dans la synthèse proposée, à savoir que tous les points débattus ont en dernière analyse une même cause : « le choix actuel d'une politique libérale, qui prive l'EN des moyens nécessaires à son bon fonctionnement et au-delà de déconstruire la démocratie et la société française basées sur les principes de solidarité et d'égalité. Les deux rapports préliminaires au débat accentuant ce choix et attaquant la société française à sa base, l'EN. »

Suite à ces deux ou trois interventions j'ai été amené à conclure en exprimant le souhait que ce débat pouvait être, non une finalité, mais un commencement pour travailler sur une évolution du projet d'établissement par exemple et que j'étais disposé à poursuivre notre échange en ce sens .

#### Conclusion

Séance un peu décousue par un manque évident d'adhésion à l'objet même du débat et manifestement une posture de la majeure partie des participants enseignants, conduisant à exprimer davantage une opinion enseignante pas assez resituée dans un contexte territorial et social.

*(\*) Ce compte-rendu a été établi par l'animateur Jean ROUCOU sur la base d'une prise de notes effectuée par M Sylvain Faivre, enseignant dans l'établissement*